



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Assemblée plénière du 25 avril 2014

Débat de politique générale

Intervention de Gérard Piel

En s'abstenant massivement lors des dernières élections municipales et en sanctionnant la gauche, l'électorat a exprimé avec force son rejet de la politique menée par le gouvernement ces deux dernières années.

En accordant pour partie ses suffrages à la droite et pire à l'extrême droite, il a aussi envoyé un message limpide aux tenants d'un libéralisme dit social, à quoi sert d'élire des forces de gauche si ces dernières se coulent instantanément dans les moules austéritaires et libéraux du capitalisme mondialisé, autant voter pour les meilleurs alliés à visage découvert du capital.

Sourds aux exigences populaires, à celles du mouvement social, aux alertes et propositions portées depuis de longs mois par les élus Front de Gauche, la réponse du gouvernement est aujourd'hui en contradiction totale avec la colère et la résignation qui se sont exprimées dans les urnes.

Par un simple changement de casting, l'exécutif nous explique que ce n'est pas sa politique qui est sanctionnée mais son absence de pédagogie. Comme le dit le proverbe, il n'est pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir.

Distillant à l'envie la résignation et l'impuissance du politique face aux forces de la finance, le gouvernement nous propose depuis lors une accélération et un accroissement sans précédent des réformes libérales basées sur l'austérité et la compétitivité.

Il y a là plus qu'un malentendu, c'est une terrible rupture avec les attentes populaires car aucune réponse n'est apportée à la souffrance sociale et à la détresse économique des habitants de notre pays.

Du pacte de responsabilité, à la baisse de 50 milliards des dépenses publiques, en passant par un véritable coup de force contre les collectivités et l'organisation institutionnelle de la République, en ce centenaire de la disparation de Jean Jaurès, on peine à retrouver ce qui fonde les orientations des forces politiques de gauche dans les annonces du gouvernement.

Face aux conséquences de la crise qu'ils subissent, les français réclament le changement tant annoncé en faveur du progrès social, de l'égalité et de la lutte contre le chômage.

La situation de notre pays, et de notre région, requiert une grande détermination pour répondre aux besoins populaires. Ces besoins nous les connaissons : l'emploi, le pouvoir d'achat, le logement, la santé, les services publics.

Il est de la responsabilité des forces politiques de gauche d'ouvrir un autre chemin que celui de la rigueur et de l'austérité, dont de plus en plus de grands économistes dénoncent la dangerosité, et de créer l'alternative qui permettra à notre population de sortir la tête de l'eau et de reprendre espoir.

Ici, dans notre Région, la majorité de gauche, bien que diverse, a réussi, malgré les contraintes budgétaires, à faire avancer des politiques ambitieuses, porteuses de progrès social et soucieuses de l'intérêt général.

De la gratuité des TER pour les jeunes, à la mise en place d'une tarification sociale des cantines scolaires ou la pénalisation des communes ne respectant par leurs obligations en matière de logement social, notre Région a su, par volontarisme politique, faire des choix courageux initiés par le groupe Front de Gauche, en rupture avec le dogme de l'austérité qu'ont cherché à nous imposer les gouvernements successifs.

Mais il nous faut aujourd'hui aller plus loin pour permettre aux habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur de vivre dignement, pour lutter contre les inégalités sociales, économiques, territoriales, qui détruisent chaque jour un peu plus la cohésion, la solidarité et l'égalité républicaine.

Ce n'est pas par la baisse des dépenses publiques et la recherche effrénée de la compétitivité des entreprises mais également, et cela est dramatique, des territoires, que nous pourrons sortir notre région et notre pays de la crise, mais bien par une politique de relance de l'investissement public et de la consommation.

La gauche doit s'opposer au démantèlement institutionnel annoncé par le premier ministre contre lequel nous vous proposerons un vœu en fin de séance.

Fusion arbitraire des régions, disparition des conseils généraux, création de métropoles tentaculaires, suppression de la clause de compétence générale, si la logique d'économie semble évidente dans ces projets, une autre, sous-jacente, doit également nous alerter.

Celle d'une conception ultralibérale qui vise à faire de nos territoires des zones d'excellence, en compétition entre elles, au détriment d'une France équilibrée et solidaire. Une conception où la rentabilité et l'attractivité prennent le pas sur l'exercice de la citoyenneté et sur la réponse aux besoins de la population.

Elus de gauche d'une collectivité qui a fait le choix de la participation citoyenne, de la proximité et de la lutte contre les inégalités, nous ne pouvons accepter sans réagir d'être relégués à un simple rôle d'exécutants des décisions gouvernementales sans aucune marge de manœuvre budgétaire et politique.

Nous avons la responsabilité de porter haut nos valeurs, de rompre avec la stratégie de soumission aux dogmes de l'orthodoxie budgétaire et libérale.

Au plus près des territoires et de ses habitants, nous devons entendre la colère populaire contre l'austérité budgétaire qui nous frappe tous de plein fouet, que l'on soit retraité, salarié, précaire ou étudiant.

Nous devons être la hauteur de ces exigences et nous rassembler pour exprimer au gouvernement notre opposition à ces orientations.

Le groupe Front de Gauche du Conseil Régional s'y attachera et appelle l'ensemble des forces de gauche, autant régionales que nationales, à ne pas oublier ses obligations et à se rassembler, avec les citoyens, pour mener une véritable politique de transformation sociale en rupture avec les orientations libérales qui nous gouvernent.

Seul le prononcé fait foi.